

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN**  
**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION**  
**GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

F. 2006 — 4822

[2006/203908]

**10 NOVEMBRE 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon  
relatif aux organismes touristiques et au Conseil supérieur du Tourisme**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 mai 2004 relatif à l'organisation du tourisme, notamment les articles 19, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, *d*, et 4<sup>o</sup>, *c*, 22, 23, alinéa 2, 38, 39, alinéa 2, 2<sup>o</sup>, 40, alinéa 2, 49, § 2, alinéas 1<sup>er</sup> et 6, 51, alinéa 1<sup>er</sup>, 64 et 68;

Vu l'avis du Conseil supérieur du Tourisme, donné le 28 juin 2005;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 6 avril 2006;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 3 mai 2006;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n<sup>o</sup> 40.497/4, donné le 9 octobre 2006;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

**TITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales**

**CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Du champ d'application**

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**CHAPITRE II. — Définition**

**Art. 2.** On entend par :

1<sup>o</sup> le décret : le décret du 27 mai 2004 relatif à l'organisation du tourisme, tel que modifié par le décret du 20 juillet 2005 relatif aux subventions de promotion touristique;

2<sup>o</sup> le Ministre : le membre du Gouvernement qui a le tourisme dans ses attributions.

**TITRE II. — Des organismes touristiques**

**CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Généralités**

**Art. 3.** Dans les cas visés à l'article 19, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, *d*, du décret, les statuts de l'association de gestion sont transmis pour approbation au Ministre, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les trente jours de leur adoption.

Le Ministre approuve ou impute les statuts et notifie sa décision à l'association de gestion dans un délai de soixante jours à dater de leur réception.

**Art. 4.** Le bureau d'accueil de la maison du tourisme est ouvert au public, au moins trois cents jours par an comprenant nécessairement tous les week-ends et au moins six heures par jour comprenant nécessairement la tranche horaire allant de 11 à 14 heures.

**Art. 5.** L'Office du Tourisme ou le Syndicat d'initiative est ouvert au public au moins cent jours par an comprenant nécessairement les week-ends de vacances et au moins quatre heures par jour.

Les week-ends de vacances sont les week-ends des mois de juillet et août et au moins trois week-end, au choix de l'organisme, parmi les suivants :

— celui de Pâques;

— celui qui précède ou suit les 25 décembre ou 1<sup>er</sup> janvier (sauf le jour du 1<sup>er</sup> janvier);

— le dernier du mois de juin ou le premier du mois de septembre ;

— ceux des vacances scolaires de Pâques de la Communauté française.

**CHAPITRE II. — De la procédure de reconnaissance**

**Art. 6.** Toute demande de reconnaissance est adressée en un seul exemplaire au moyen du formulaire délivré par le Commissariat général au Tourisme.

Elle est accompagnée des documents suivants :

1<sup>o</sup> une copie des statuts à jour, de la liste des associés et des membres des différents organes sociaux;

2<sup>o</sup> le cas échéant, une copie des rapports d'activités, des comptes et bilans des deux dernières années précédant celle au cours de laquelle la demande de reconnaissance est introduite;

3<sup>o</sup> un descriptif des moyens humains dont dispose l'organisme, un plan d'actions pluriannuel et un plan financier à trois ans identifiant les recettes et dépenses de l'organisme;

4<sup>o</sup> les pièces prouvant le respect des conditions de reconnaissance de l'organisme, telles que fixées par ou en vertu des articles 18 à 21 du décret.

CHAPITRE III. — *Des écussons*

**Art. 7.** Les modèles des écussons sont établis par le Ministre.

**Art. 8.** L'écusson est apposé, de façon visible, sur la façade du bureau d'accueil de l'organisme touristique, à proximité de la porte d'entrée.

Il peut être reproduit dans tout document ou moyen quelconque de communication de l'organisme touristique.

**Art. 9.** L'écusson est restitué dans les trente jours de la réception de la notification de la décision de retrait de la reconnaissance ou, en cas de recours, de sa confirmation.

En cas de renonciation volontaire à l'utilisation de la dénomination, celle-ci est notifiée par lettre recommandée à la poste au Commissariat général au Tourisme. L'écusson y est joint.

CHAPITRE IV. — *Des subventions*

**Art. 10.** La liste des frais pouvant faire l'objet d'une subvention en vertu de l'article 37 du décret sont les suivants :

1° pour les fédérations touristiques provinciales :

- la participation au financement des publications éditées par les maisons du tourisme;
- la cotisation annuelle et les contributions partenariales à l'Office de Promotion du Tourisme de Wallonie et de Bruxelles;
- les coûts de location d'espaces pour les foires et salons en Wallonie;

2° pour les maisons du tourisme :

- les frais de personnels, d'équipement ou d'entretien liés à la mission d'accueil et d'information permanents du public ainsi qu'à la mission d'animation touristique de son ressort;
- les coûts de participation à des foires et salons;
- la cotisation annuelle et les contributions partenariales à l'Office de Promotion du Tourisme;
- les publications, éditions, site Internet et toutes autres actions de marketing correspondant au contrat-programme de la Maison du Tourisme.

**Art. 11.** Toute demande de subvention est adressée en deux exemplaires au moyen du formulaire délivré par le Commissariat général au Tourisme.

Elle est accompagnée des documents suivants :

- le budget de l'organisme relatif à l'année pour laquelle la subvention est sollicitée;
- le descriptif des dépenses pour lesquelles les subventions sont sollicitées;
- la liste actualisée des administrateurs de l'organisme.

CHAPITRE V. — *Des délégations*

**Art. 12.** Le Ministre statue sur les recours visés à la section V du chapitre premier du titre III et du chapitre II du titre VI du décret.

**Art. 13.** Le Ministre est chargé d'approuver les contrats-programmes conformément à l'article 19, alinéas 2 et 3.

TITRE III. — *Du Conseil supérieur du Tourisme*

**Art. 14.** Le Ministre est chargé d'arrêter le règlement d'ordre intérieur du Conseil supérieur du Tourisme et des comités techniques prévus à l'article 49, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret.

Les frais de déplacement des membres du Conseil du Tourisme et des comités techniques sont établis au montant du prix du billet de chemin de fer, aller-retour en première classe, de la gare la plus proche du domicile à la gare la plus proche du lieu de réunion, majoré de 12,5 euros. Lorsqu'un membre participe à plusieurs réunions le même jour, il n'a droit au remboursement que d'un seul trajet.

TITRE IV. — *Des infractions et des sanctions*

**Art. 15.** Les fonctionnaires et agents visés à l'article 51, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret sont désignés par le Ministre au sein des fonctionnaires et agents de niveau 1, 2+ et 2 du Commissariat général au Tourisme.

TITRE V. — *Dispositions transitoires et finales*CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Dispositions transitoires*

**Art. 16.** Toute demande de dérogation prévue à l'article 64 du décret est adressée au Commissariat général au Tourisme par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception.

Elle est accompagnée de tous les documents démontrant que des missions d'accueil et d'information des touristes sont accomplies par l'organisme qui demande la dérogation au moins cent jours par an.

**Art. 17.** S'il estime que la demande contient tous les éléments lui permettant de statuer en parfaite connaissance de cause, le Commissariat général au Tourisme transmet au demandeur par lettre recommandée à la poste, dans les quinze jours de la réception de la demande, un accusé de réception.

A défaut, dans le même délai, il adresse au demandeur une lettre recommandée à la poste sollicitant la production des informations manquantes et précise que la procédure recommence à dater de leur réception. Dans les quinze jours de la réception de celles-ci, le Commissariat général au Tourisme transmet au demandeur, par lettre recommandée à la poste, un accusé de réception.

**Art. 18.** Le Commissariat général au Tourisme statue sur la demande de dérogation dans un délai de trois mois à dater de l'envoi de l'accusé de réception visé à l'article 18.

La décision du Commissariat général au Tourisme est notifiée au demandeur par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception.

**Art. 19.** Le demandeur peut introduire un recours auprès du Ministre contre la décision de refus selon la procédure prévue aux articles 30 à 35 du décret.

CHAPITRE II. — *Dispositions finales*

**Art. 20.** Les titres I, III et V, du décret ainsi que ses articles 55, 6<sup>o</sup> et 7<sup>o</sup>, 64 et 65 et le présent arrêté entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2007, ou le jour de la publication au *Moniteur belge* du présent arrêté si celle-ci n'est pas intervenue avant le 1<sup>er</sup> janvier 2007.

**Art. 21.** Le titre IV du décret ainsi que son article 55, 4<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup>, entrent en vigueur le premier jour du septième mois qui suit le jour de la publication au *Moniteur belge* du présent arrêté.

**Art. 22.** Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 10 novembre 2006.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 4822

[2006/203908]

**10 NOVEMBER 2006. — Besluit van de Waalse Regering  
betreffende de toeristische instellingen en de Hoge Raad voor Toerisme**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 27 mei 2004 betreffende de organisatie van het toerisme, inzonderheid op de artikelen 19, eerste lid, 1<sup>o</sup>, *d*, en 4<sup>o</sup>, *c*, 22, 23, tweede lid, 38, 39, tweede lid, 2<sup>o</sup>, 40, tweede lid, 49, § 2, eerste lid en 6, 51, eerste lid, 64 en 68;

Gelet op het advies van de de Hoge Raad voor Toerisme, gegeven op 28 juni 2005;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 6 april 2006;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 3 mei 2006;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 40.497/4, gegeven op 9 oktober 2006;

Op de voordracht van de Minister voor Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

**TITEL I. — Algemene bepalingen**

**HOOFDSTUK I. — Toepassingsveld**

**Artikel 1.** Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 127, § 1, ervan.

**HOOFDSTUK II. — Begripsomschrijving**

**Art. 2.** Er wordt verstaan onder :

1<sup>o</sup> decreet : het decreet van 27 mei 2004 betreffende de organisatie van het toerisme, zoals gewijzigd bij het decreet van 20 juli 2005 betreffende de subsidies voor de bevordering van het toerisme;

2<sup>o</sup> Minister : het lid van de Regering tot wiens bevoegdheden het toerisme behoort.

**TITEL II. — Toeristische instellingen**

**HOOFDSTUK I. — Algemeenheden**

**Art. 3.** In de gevallen bedoeld in artikel 19, eerste lid, 1<sup>o</sup>, *d*, van het decreet worden de statuten van de beheersvereniging ter goedkeuring aan de Minister overgemaakt bij ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs, binnen dertig dagen na hun aanneming.

De statuten worden door de Minister goedgekeurd of verworpen. Hij geeft de beheersvereniging kennis van zijn beslissing binnen een termijn van zestig dagen, die ingaat op de datum waarop de statuten ontvangen worden.

**Art. 4.** Het onthaalbureau van het Huis voor Toerisme moet minimum driehonderd dagen per jaar (met inbegrip van alle weekeinden) en minimum zes uur per dag toegankelijk zijn voor het publiek, zeker tussen 11 en 14 uur.

**Art. 5.** De Dienst voor Toerisme of de VVV moet minimum honderd dagen per jaar (met inbegrip van de weekeinden in de vakantieperiode) en minimum vier uur per dag toegankelijk zijn voor het publiek.

De weekeinden in de vakantieperiode zijn de weekeinden van de maanden juli en augustus en minstens drie van de volgende weekeinden, naar keuze van de instelling :

— het Paasweekeinde;

— het weekeinde vóór of na 25 december of 1 januari (behalve op 1 januari);

— het laatste weekeinde van de maand juni of het eerste van de maand september;

— de weekeinden van de schoolvakanties van Pasen in de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK II. — *Erkenningsprocedure*

**Art. 6.** Elke aanvraag om erkenning wordt in één exemplaar overgemaakt door middel van het formulier afgegeven door het Commissariaat-generaal voor Toerisme.

Ze gaat vergezeld van de volgende documenten :

1. een afschrift van de bijgewerkte statuten en de lijst van de vennoten en de leden van de verschillende sociale organen;

2. in voorkomend geval een afschrift van de activiteitenverslagen, rekeningen en balansen van de twee laatste jaren voorafgaand aan het jaar waarin de erkenningsaanvraag wordt ingediend;

3° een omschrijving van de menselijke middelen van de instelling, een meerjaarlijks actieplan en een financieel plan over drie jaar dat de ontvangsten en uitgaven van de instelling vaststelt;

4° de stukken die bewijzen dat de erkenningsvoorwaarden van de instelling in acht worden genomen, zoals vastgelegd bij of krachtens de artikelen 18 tot 21 van het decreet.

HOOFDSTUK III. — *Schilden*

**Art. 7.** Het model van de schilden wordt door de Minister vastgelegd.

**Art. 8.** Het schild wordt aangebracht op een zichtbare plaats op de gevel van het onthaal- en informatiebureau, vlak bij de ingang.

Het schild kan op elk document of communicatiemiddel van de toeristische instelling worden weergegeven.

**Art. 9.** Elk schild wordt binnen de dertig dagen na ontvangst van de kennisgeving van de beslissing tot intrekking van de erkenning of, in geval van beroep, van de bevestiging ervan, teruggegeven.

Indien men vrijwillig van het gebruik van de benaming afziet, wordt daar bij ter post aangetekend schrijven kennis van gegeven aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme. De schilden worden bij het schrijven gevoegd.

HOOFDSTUK IV. — *Subsidies*

**Art. 10.** De lijst van de kosten waarvoor een subsidie wordt verleend krachtens artikel 37 van het decreet wordt hierna vermeld :

1° voor de provinciale federaties voor toerisme :

— de deelneming aan de financiering van de publicaties uitgegeven door de huizen voor toerisme;

— de jaarlijkse bijdrage en de partner-bijdragen aan de Dienst voor de Bevordering van het Toerisme in Wallonië en Brussel;

— de huurkosten van ruimtes voor jaarbeurzen en tentoonstellingen in Wallonië;

2° voor de huizen voor toerisme :

— de personeels-, uitrustings- of onderhoudskosten i.v.m. het onthaal en de informatie van het publiek op een permanente basis alsook de opdracht van toeristische animatie in hun gebied;

— de kosten i.v.m. de deelneming aan jaarbeurzen en tentoonstellingen;

— de jaarlijkse bijdrage en de partner-bijdragen aan de Dienst voor Toerismebeveiliging;

— de publicaties, uitgaven, internetsite en elke marketingactie die overeenstemt met de programma-overeenkomst van het Huis voor Toerisme.

**Art. 11.** Elke aanvraag om subsidie wordt in twee exemplaren overgemaakt door middel van het formulier afgegeven door het Commissariaat-generaal voor Toerisme.

Ze gaat vergezeld van de volgende documenten :

— de begroting van de instelling betreffende het jaar waarvoor de subsidie wordt aangevraagd;

— de omschrijving van de uitgaven waarvoor de subsidies worden aangevraagd;

— de geactualiseerde lijst van de bestuurders van de instelling.

HOOFDSTUK V. — *Delegaties*

**Art. 12.** De Minister beslist over het beroep bedoeld in afdeling V van hoofdstuk I, titel III en van hoofdstuk II, titel VI van het decreet.

**Art. 13.** De Minister is belast met de goedkeuring van de programma-overeenkomst overeenkomstig artikel 19, tweede en derde lid.

TITEL III. — *Hoge Raad voor Toerisme*

**Art. 14.** De Minister is belast met de bepaling van het huishoudelijk reglement van de Hoge Raad voor Toerisme en van de technische comités bedoeld in artikel 49, § 2, eerste lid, van het decreet.

De verplaatsingskosten van de leden van de Raad voor Toerisme en van de technische comités worden vastgesteld op grond van de prijs van een treinkaartje, heen en terug in eerste klas, van het dichtstbij gelegen station van de woonplaats tot het dichtstbij gelegen station van de vergaderplaats, verhoogd met 12,5 euro. Als een lid meerdere vergaderingen op dezelfde dag bijwoont, wordt maar één rit terugbetaald.

TITEL IV. — *Inbreuken en straffen*

**Art. 15.** De ambtenaren en personeelsleden bedoeld in de artikel 51, eerste lid, van het decreet worden door de Minister aangewezen onder de ambtenaren en personeelsleden van niveau 1, 2+ en 2 van het Commissariaat-generaal voor Toerisme.

TITEL V. — *Overgangs- en slotbepalingen*HOOFDSTUK I. — *Overgangsbepalingen*

**Art. 16.** Elke aanvraag tot afwijking bedoeld in artikel 64 van het decreet wordt gericht aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme bij ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs.

Ze gaat vergezeld van alle documenten die aantonen dat opdrachten i.v.m. het onthaal en de informatie van toeristen worden uitgevoerd door de instelling die de afwijking voor minstens honderd dagen per jaar aanvraagt.

**Art. 17.** Indien het van mening is dat het verzoek alle bestanddelen omvat om met perfecte kennis van zaken over het verzoek te beslissen, maakt het Commissariaat-generaal voor Toerisme bij ter post aangetekend schrijven binnen de vijftien dagen na ontvangst van het verzoek een bericht van ontvangst over.

Indien dat niet het geval is, richt het binnen dezelfde termijn een bij ter post aangetekend schrijven aan de verzoeker waarbij laatstgenoemde verzocht wordt om de ontbrekende inlichtingen mede te delen en geeft aan dat de procedure te rekenen van de ontvangst ervan opnieuw begint te lopen. Binnen de vijftien dagen na ontvangst ervan richt het Commissariaat-generaal voor Toerisme bij ter post aangetekend schrijven een bericht van ontvangst aan de aanvrager.

**Art. 18.** Het Commissariaat-generaal voor Toerisme beslist over de aanvraag tot afwijking binnen een termijn van drie maanden te rekenen van het versturen van het bericht van ontvangst bedoeld in artikel 18.

Van de beslissing van het Commissariaat-generaal voor Toerisme wordt bij ter post aangetekend schrijven kennis gegeven aan de verzoeker.

**Art. 19.** De verzoeker kan een beroep bij de Minister indienen tegen de beslissing tot weigering volgens de procedure voorzien in de artikelen 30 tot 35 van het decreet.

HOOFDSTUK II. — *Slotbepalingen*

**Art. 20.** De titels I, III en V, van het decreet alsook de artikelen 55, 6<sup>o</sup> en 7<sup>o</sup>, 64 en 65 ervan, en dit besluit treden in werking op 1 januari 2007 of op de dag dat dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt als de publicatie niet vóór 1 januari 2007 heeft plaatsgevonden.

**Art. 21.** Titel IV van het decreet alsook artikel 55, 4<sup>o</sup> en 5<sup>o</sup>, ervan treden in werking op de eerste dag van de zevende maand na die waarin dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

**Art. 22.** De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 november 2006.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN

## ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

[C – 2006/14272]

**22 NOVEMBER 2006. — Koninklijk besluit tot benoeming van een lid van de raad van bestuur van Infrabel**

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, inzonderheid op artikel 207, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 14 juni 2004;

Gelet op de statuten van Infrabel, inzonderheid op de artikelen 17, 18 en 19;

Overwegende dat er geen wettelijke of statutaire regel is die een openbare oproep tot kandidaatstelling voorschrijft of om het even welke andere bijzondere procedure voor de aanduiding van de leden van de raad van bestuur;

Overwegende evenwel dat het past om de kandidatuur van Mevr. Vanessa Matz in overweging te nemen;

Overwegende de ervaring van Mevr. Vanessa Matz in verschillende functies, waarin ze bijzondere kennis heeft ontwikkeld in de materies zoals het Recht, de mobiliteit en de stedenbouw;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 9 november 2006;

## SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

[C – 2006/14272]

**22 NOVEMBRE 2006. — Arrêté royal portant nomination d'un membre du conseil d'administration d'Infrabel**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, notamment l'article 207, inséré par l'arrêté royal du 14 juin 2004;

Vu les statuts d'Infrabel, notamment les articles 17, 18 et 19;

Considérant qu'aucune règle légale ou statutaire ne prescrit un appel public aux candidatures ou une quelconque autre procédure particulière pour la désignation des membres du conseil d'administration;

Considérant qu'il convient de prendre en considération la candidature de Mme Vanessa Matz;

Considérant l'expérience acquise par Mme Vanessa Matz dans différentes fonctions où elle a développé des connaissances particulières dans des matières telles que le droit, la mobilité et l'urbanisme;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 9 novembre 2006;